

300 décisions pour changer la France ... à toute allure

Jacques Attali

« La France connaît un processus de réformes économiques durables et je crois que les résultats sont prometteurs », déclare le professeur Jacques Attali. Une commission, placée sous son autorité, a analysé la situation économique dans le temps record de six mois ; elle a ensuite rédigé et proposé *300 décisions qui doivent changer la France*. Un tiers de ces décisions est déjà, ou sera bientôt mis en œuvre. « Je pense que notre rapport sera repris dans son intégralité », commente de façon très enthousiaste Jacques Attali. Professeur d'économie et de sciences politiques, écrivain, homme d'état européen, philosophe et PDG, Attali est considéré comme l'un des plus grands penseurs de notre temps.

En août 2007, le président de la République et le premier ministre François Fillon ont demandé à Jacques Attali de réunir une commission chargée de réfléchir aux moyens de retrouver une croissance économique forte et d'insuffler une nouvelle énergie aux Français. Voici ce que les deux dirigeants écrivaient entre autre le 1er août 2007 : « Monsieur, l'économie française manque de potentiel de croissance et de compétitivité. La croissance chez nos partenaires européens est plus élevée, le chômage souvent inférieur. Cette situation est défavorable à l'innovation, la justice sociale, le progrès technique, le développement des entreprises et la qualité de vie. La France prend du retard et sa place dans le monde est menacée. Nous vous demandons d'étudier les moyens permettant à la France de croître à nouveau. Il ne s'agissait pas d'une analyse à court terme de la situation. Notre économie n'est pas si mal en point. Certes, en termes de croissance, nous étions en retard par rapport à nos voisins, mais pas de façon dramatique. Il n'était donc pas question d'un fossé entre nous et nos voisins, mais nous voulions des réformes dans divers domaines afin de pouvoir instaurer une croissance économique durable. La France doit utiliser ses meilleures compétences, indépendamment de la situation des autres pays », dixit Attali. Depuis la demande du président Sarkozy et du premier ministre Fillon, sa « Commission pour la

libération de la croissance française » a travaillé d'arrache pied. « Pour commencer, j'ai composé une équipe de 43 membres, tous brillants experts dans leur domaine. Ils ont auditionné des centaines de professionnels des secteurs privés et publics. De plus, tous les membres du gouvernement étaient disponibles pour répondre à toutes nos questions, et ce, pendant les nombreuses audiences que nous avons tenues. » En outre, l'équipe a dépouillé d'innombrables suggestions reçues par le biais d'Internet et analysé de nombreuses expériences étrangères sur ces mêmes thèmes.

Le rapport de la commission, comprenant vingt principes de base et plus de trois cents décisions visant à redynamiser la France, a été remis au président et au premier ministre. « Ceci n'est ni un rapport, ni une étude, mais un mode d'emploi pour des réformes urgentes et fondatrices. [...] Ceci n'est pas non plus un inventaire dans lequel un gouvernement pourrait picorer à sa guise, et moins encore un concours d'idées originales condamnées à rester marginales. C'est un ensemble cohérent, dont chaque pièce est articulée avec les autres, dont chaque élément constitue la clé de la réussite du tout », indique la commission dans son exposé des motifs. Au total, 316 décisions, qui constituent autant de réformes majeures, devront être mises en œuvre. Toutes sont critiques pour le succès de

l'ensemble.

« Il y a des décisions plus importantes que d'autres. Nous en avons déjà mis en œuvre une centaine, une centaine d'autres sont en cours d'approbation et seront prochainement appliquées. Je pense que notre rapport sera repris dans son intégralité et c'est en effet un grand succès. Dans notre analyse nous avons même prédit la crise du crédit. Nous avons consacré trois pages à ses conséquences potentielles. La commission a insisté sur la mise en œuvre accélérée des réformes en cas de crise et nous sommes heureux de constater que c'est ce qui se passe. Nous avons prévu ces événements à temps », indique Attali, satisfait.

Economie du savoir

« Notre conclusion la plus importante : pour s'inscrire dans la croissance mondiale, la France (c'est-à-dire les Français) doit d'abord mettre en place une véritable économie de la connaissance. Il s'agit principalement de mobilité générale et sociale, de politiques publiques plus efficaces et d'une meilleure gestion publique. » Les premières décisions ont été introduites en avril 2008, les dernières devraient être effectives en juin 2009. Si l'économie internationale ne continue pas à régresser, la commission pense que le taux de croissance potentielle en France en 2012, grâce aux *300 décisions pour changer*



Texte : Jacques Geluk et Geraldine Brandão-Vandercammen
Rédaction : Danielle Losman
Photographie : Enith Stenhuis

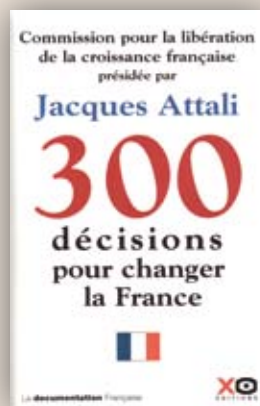
la France sera augmenté d'un point par rapport à aujourd'hui et que le taux de chômage sera tombé de 7,9 à 5%. L'objectif : qu'il y ait deux millions de logements en plus dans quatre ans, que le nombre de Français vivant sous le seuil de pauvreté passe de 7 à 3 millions et que 10.000 nouvelles entreprises voient le jour dans les banlieues. La commission s'attend à ce qu'un français sur deux ait du travail au moment d'atteindre l'âge de la retraite et que 75% de la population ait accès à Internet. En 2012, la dette publique doit être réduite et ne plus représenter que 55% du PIB. « Les discussions avec le gouvernement ont jusqu'à présent été très fructueuses et le président nous a demandé de le tenir informé », dixit Attali.

Les résultats qu'Attali publie régulièrement sur le site Libération de la Croissance et dont il parle dans son interview avec ACADEMY® Magazine, illustrent le succès de l'approche proposée par sa commission. Un projet de loi pour la modernisation de l'économie a été adopté en juillet. « Il s'agit par exemple de légiférer sur la concurrence et de modifier les règles dans la grande distribution », explique le président de la commission. « Pour la modernisation du marché de travail, nous sommes déjà arrivés à un accord au printemps. » D'autres réformes sont envisagées pour fin 2008, touchant par exemple la représentation des syndicats et les allocations des demandeurs d'emploi. Sur la base du rapport, le ministre de l'éducation, Xavier Darcos, a annoncé de nouveaux programmes d'enseignement. Sa collègue de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Valérie Pécresse, lance des propositions pour promouvoir l'enseignement universitaire. Et dans les banlieues sont créées des possibilités d'enseignement de la seconde chance sous la devise 'Espoir banlieues'. Il ne s'agit là que de quelques exemples. La façon globale, cohérente et proactive avec laquelle Jacques Attali et sa commission - imperméable à l'influence des partis politiques - ont accompli leur tâche, et la rapidité avec laquelle le gouvernement français a réagi, sont sans précédent. « Si le pays réagit fort et vite, les enfants d'aujourd'hui vivront aussi bien que leurs parents. » 🎓



« La crise actuelle se terminera un jour, laissant derrière elle d'innombrables victimes et quelques rares vainqueurs. Pourtant, il serait possible à chacun de nous d'en sortir dès maintenant en bien meilleur état que nous n'y sommes entrés. À condition d'en comprendre la logique et le cours, de se servir de connaissances nouvelles accumulées en maints domaines, de ne compter que sur soi, de se prendre au sérieux, de devenir un acteur de son propre destin et d'adopter d'audacieuses stratégies de survie personnelle. Mon propos n'est donc pas ici d'exposer un programme politique pour résoudre cette crise et toutes celles qui viendront, ni de vagues généralités moralisantes, mais de suggérer des stratégies précises et concrètes permettant à chacun de "chercher des fissures dans l'infortune", de se faufiler entre les écueils à venir, sans s'en remettre à d'autres pour survivre. Et d'abord pour survivre à la crise actuelle. »

« Comment en est-on arrivé là ? Le monde semblait aller très bien, la croissance économique était la plus rapide de l'Histoire ; tout annonçait qu'elle allait se poursuivre, sur la planète entière, grâce à une épargne abondante et à des progrès techniques extraordinaires. Et voilà que nous sommes à l'aube d'une dépression planétaire, la plus grave depuis quatre-vingts ans. Entre les deux, en apparence, pas grand-chose, sinon des familles américaines incapables de rembourser un crédit sur leur logement. L'objet de ce livre est d'expliquer, aussi simplement que possible, ce mystère, pour le résoudre, pour éviter que la crise ne dérape en catastrophe politique mondiale. Et pour que l'on ne nous y reprenne plus ! »



Au mois d'août 2007, le président de la République et le Premier ministre ont demandé à Jacques Attali de réunir une commission pour réfléchir aux moyens de retrouver une croissance forte, en libérant les énergies des Français. Pendant six mois, 43 personnalités ont rencontré des centaines de professionnels du public et du privé, dépouillé les suggestions reçues par Internet, examiné les expériences étrangères. Le diagnostic est clair : dans ce monde emporté par la plus forte vague de croissance de l'histoire, la France prend du retard. Sa position dans le monde est affaiblie, et la prospérité de ses habitants actuels et futurs est en jeu. Comment réagir ? La Commission pour la libération de la croissance française a mis au point les 300 décisions qui peuvent changer la France.

Ce rapport l'affirme : si le pays réagit fort et vite, les enfants d'aujourd'hui vivront aussi bien que leurs parents. Avant de se lancer dans l'action, il ne faut pas que la main tremble. Ce texte n'est pas seulement un rapport, il est un véritable mode d'emploi. Ces 300 décisions, qui constituent autant de réformes majeures, devront être mises en œuvre ensemble. Toutes sont essentielles au succès. Au fil de ces pages se dessine une France enfin plus forte, plus libre, plus riche, plus juste.

Jacques Attali est un économiste français, un scientifique et un écrivain. De 1981-1991 il fut le conseiller du président François Mitterrand. Ensuite il est devenu le premier président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement basée à Londres (BERD). Cette institution financière a été créée par les gouvernements occidentaux pour aider les pays de l'Europe de l'Est et de l'Europe Centrale à réussir leur transition vers une économie de marché démocratique. En 1998 il a fondé PlaNetFinance à Paris, une association sans but lucratif spécialisée dans la microfinance.

Contact : jacquesattali@speakersacademy.fr